



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département  
de  
L'ESSONNE  
Arrondissement  
de  
PALAISEAU

## COMMUNE DE VILLEJUST

ARRÊTÉ N° 2025-034

Portant sur l'autorisation de voirie sur la dépendance d'une voie communale  
relative à la pose d'un échafaudage

Le Maire de la commune de VILLEJUST,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-3, L 2213-2 et L 2213-3, relatifs aux pouvoirs des Maires en matière de circulation,

**VU** le règlement général de la voirie communale et des voies privées ouvertes à la circulation publique,

**VU** la délibération municipale n° DEL CM05\_2022\_060 du 26 septembre 2022 fixant le montant des redevances d'occupation du domaine public,

**CONSIDERANT** le courrier électronique en date du 25 février 2025 par laquelle la SCI CROCHET IMMO demeurant 5 bis, rue du Général Gallieni – 91310 LEUVILLE-SUR-ORGE représentée par Monsieur CROCHET Baptiste demande d'occuper temporairement le domaine public au droit du 25, rue de la Mairie à Villejust (91140), par l'installation provisoire d'un échafaudage du 17 au 31 mars 2025,

**CONSIDERANT** qu'afin de permettre le bon déroulement des dits travaux et d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il convient de prendre les mesures nécessaires,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : Occupation** : la SCI CROCHET IMMO représentée par Monsieur CROCHET Baptiste est autorisée à occuper temporairement le domaine public au droit du 25, rue de la Mairie par l'installation provisoire d'un échafaudage.

**ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation** : L'autorisation d'occupation est accordée pour une période de 15 jours à compter du 17 jusqu'au 31 mars 2025.

**ARTICLE 3 : Responsabilité** : Le pétitionnaire est responsable, tant vis-à-vis de la commune que vis-à-vis des tiers ou des usagers, des accidents ou dommages qui pourraient résulter de ses installations. L'occupant est avisé qu'il doit se prémunir par des précautions adéquates et sous sa responsabilité technique des sujétions inhérentes à l'occupation du domaine public.

**ARTICLE 4 : Réparation des dommages** : Le pétitionnaire est tenu de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer au domaine public. Faute de satisfaire à cette prescription ainsi qu'à toute autres conditions imposées par le présent arrêté, il sera procédé à ses frais par les soins de l'administration à la réparation des dommages.

**ARTICLE 5 : Redevance :** Le titulaire de la présente autorisation doit s'acquitter des droits de voirie correspondant à l'occupation de cet emplacement, à réception d'avis des sommes à payer directement émis par l'autorité compétente, conformément au prix indiqué sur la délibération municipale du 26 septembre 2022.

Tarif appliqué : 5 euros /m<sup>2</sup>

Surface occupée :

Dimensions de l'emprise au sol de l'échafaudage : 16 m<sup>2</sup>

Durée : 15 jours

Soit : 16 m<sup>2</sup> X 15 jours X 5 euros = 1 200 euros

**ARTICLE 6 : Modifications :** Si des modifications sont apportées quant à la durée de l'occupation du domaine public indiqué ci-dessus, le pétitionnaire sera tenu d'en informer immédiatement la mairie.

**ARTICLE 7 :** La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et révocable.

**ARTICLE 8 :** Le Maire, la police municipale ainsi que tous les agents assermentés sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché en mairie et dont l'ampliation sera transmise à :

- à la SCI CROCHET IMMO représentée par Monsieur CROCHET,
- à la police municipale de Villejust,
- à la gendarmerie de Nozay.

**Article 9 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Villejust, le 10 MARS 2025

Le Maire,



Igor TRICKOVSKI

Affiché le : 10 MARS 2025

Ampliations transmises le : 10 MARS 2025